

100





Aujourd'hui encore, Canadienne de l'Est et Canadienne de l'Ouest, nous sommes une. Mais nous le serons-elles encore demain, si nous ne nous unissons pas ?

THOMAS POULIN (L'Action Catholique)

## LES ELECTIONS EN SASKATCHEWAN

La campagne électorale fait son plein dans la Saskatchewan et la lutte s'annonce très ardente pour le scrutin du 2 juin. Il semble qu'effort sans précédent va être tenté par les adversaires du gouvernement pour le chasser du pouvoir ou du moins réduire substantiellement sa majorité.

Les forces de l'opposition ne sont pas une quantité négligeable et les libéraux eux-mêmes admettent qu'elles n'ont jamais été aussi bien organisées qu'aujourd'hui. Il est vrai qu'elles perdent beaucoup de leur efficacité en marchant sous deux chefs séparés.

Le parti conservateur était pratiquement inexistant dans la législature qui vient de disparaître et il a toujours été faiblement représenté dans les précédents. Mais depuis une année environ, il s'est donné pour chef le Dr. Anderson, ancien inspecteur d'écoles, un homme énergique et d'une certaine envergure, capable d'exercer une emprise sur le public. Au nombre de ses fidèles, on remarque M. J.-F. Bryant, avocat de Regina, très connu à travers la province par le rôle qu'il a joué longtemps comme président de la *Saskatchewan Trustee Association*. Mais ni l'un ni l'autre n'ont encore paru dans l'arène parlementaire, et il en est de même d'ailleurs de tous les candidats du même groupe. Cependant l'expérience progressive a démontré que ce prestige n'est pas indispensable pour amener le triomphe d'un parti.

La position des indépendants, avec leurs quatorze députés dans la précédente législature, offre une base beaucoup plus solide. Ellis et y a quatre ans sur des programmes divers, ils ne constituent pas un groupe parlementaire proprement dit, bien qu'il en soit considéré comme le parti des fermiers. Ils ont d'ailleurs fini par s'organiser régulièrement et vont aujourd'hui à la bataille en arborant les couleurs progressistes. Leur chef, Harris Turner, un sympathique aveugle de guerre, ne dispose sans doute pas de tous les moyens requis pour précéder aux destinées d'un grand parti politique, mais il a des qualités personnelles d'orateur qui le font un homme précieux dans les rangs de l'opposition.

Les fermiers de la Saskatchewan ont un programme précis qui préconise certaines réformes plus ou moins radicales, c'est une supériorité sur leurs adversaires des deux autres camps. Une partie de l'électorat a vu de préférence à ceux qui ont quelque chose de bien défini à lui offrir et qui montrent de la persévérance et de l'esprit de suite dans leurs revendications.

La principale caractéristique de la campagne électorale est peut-être qu'elle ne se fait sur aucune grande question d'intérêt politique ou économique. Les adversaires du gouvernement ont même pas de reproches bien directs à lui adresser, si ce n'est qu'il ne maintient depuis trop longtemps au pouvoir, leur enfant ainsi toute chance de montrer ce dont ils sont capables d'accomplir pour le bien de la province et d'avoir leur part des petits bénéfices qu'entraînerait un changement.

Les libéraux gouvernent, en effet, à Regina depuis l'élection de la province, en 1906, et il est parfaitement légitime pour l'opposition d'aspirer à prendre leur place le plus tôt possible. Un séjour prolongé à la tête des affaires comporte un danger contre lequel bien peu de partis ont su se prémunir. Si honnêtes que soient les chefs, ils ne peuvent résister de tous leurs collaborateurs et exécutifs, ils se dissolvent toujours à leur insu. Il est remarquable que l'histoire administrative qui se succède sous le régime libéral ont réussi à conserver la faveur publique; des scandales se sont produits comme ailleurs, mais les ministres n'ont pas été ébloués.

Bien plus, à une époque où l'Ouest tout entier subissait une poussée irrésistible vers les idées progressistes, les électeurs de la Saskatchewan ne jugèrent pas à propos de renvoyer l'équipe qu'ils avaient à Regina, estimant avec raison que l'équipe ne fait rien à la chose et que leur gouvernement libéral était aussi ferme qu'il était possible de l'être. Et de fait, depuis quatre ans, la province a eu une administration nettement progressiste qui avait sur les autres l'avantage d'être entre les mains d'hommes rompus au métier.

L'axiome électorale bien connu: "In balui non baluit melius qu'unus", va être le grand argument invoqué contre le gouvernement Dunning. Mais les électeurs qui ont compris, en 1921, qu'il y a progressiste et progressiste, savent aussi qu'il y a balai et balai. Renvoyer les chefs sous prétexte qu'ils sont là depuis trop longtemps, c'est bien; mais qui les mettra à leur place? Ni chez les conservateurs ni chez les progressistes, on ne voit des hommes qui s'imposent et permettent d'envisager ce changement d'un cœur léger.

Pour les Franco-Canadiens de la Saskatchewan, une autre considération entre en jeu. Ils ont constamment soutenu le parti libéral qui leur a été sympathique et a résolu d'une façon satisfaisante la question du français à l'école. Ce n'est pas au moment où ils viennent d'obtenir un programme officiel pour l'enseignement de leur langue et la reconnaissance des diplômés d'instituteurs de la province de Québec qu'ils marcheront leur concours au gouvernement Dunning.

La question des langues est aujourd'hui pratiquement exclue de la politique provinciale — il n'y a plus que l'*Orange Sentinel* à l'exploiter de temps en temps — mais le souvenir des luttes qu'elle suscita ne doit pas s'effacer. La nouvelle loi scolaire de 1918, votée sous le cabinet Martin à une époque particulièrement critique, a donné au français en Saskatchewan la position que nous pouvons raisonnablement espérer et le cabinet actuel a continué la même politique.

Nos compatriotes de la province voisine sauront s'en souvenir le 2 juin.

Douglas FREMONT.

### Représentant du Canada à Genève

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

## IMMIGRATION ET COLONISATION

### Résultats immédiats de l'oppression de Québec à la colonisation de l'Ouest par ceux de langue française

(Troisième article)

Depuis quatre ans, les statistiques officielles et autres publiées au sujet des colons compatriotes du Québec de 1900, en faveur des États-Unis. Nous voudrions ignorer la faute exacte, tellement il est évident. Il s'agit tout simplement d'aller faire une petite excursion dans les paroisses rurales des Cantons de l'Est, par exemple, pour se rendre compte des milieux vides et des fermes abandonnées. Il est au au de tous que Nosseigneurs les évêques de Québec ont dû préparer et envoyer une lettre collective à tous les curés de paroisses du Québec, en 1923, pour leur recommander l'émigration, mais ils n'ont pas eu le temps de le faire.

De la crise agricole, d'après ce que nous venons de dire, on ne peut pas dire qu'elle soit une catastrophe. Il s'agit d'une crise temporaire. Si elle n'est pas résolue, elle sera une catastrophe. Mais elle n'est pas une catastrophe. Elle est une crise temporaire. Si elle n'est pas résolue, elle sera une catastrophe. Mais elle n'est pas une catastrophe. Elle est une crise temporaire.

De même, dans certaines parties du Canada, on voit des fermes abandonnées, des champs incultes, des villages désertés. C'est la conséquence de la crise agricole. Mais elle n'est pas une catastrophe. Elle est une crise temporaire. Si elle n'est pas résolue, elle sera une catastrophe. Mais elle n'est pas une catastrophe. Elle est une crise temporaire.

Les fermiers de la Saskatchewan ont un programme précis qui préconise certaines réformes plus ou moins radicales, c'est une supériorité sur leurs adversaires des deux autres camps. Une partie de l'électorat a vu de préférence à ceux qui ont quelque chose de bien défini à lui offrir et qui montrent de la persévérance et de l'esprit de suite dans leurs revendications.

La principale caractéristique de la campagne électorale est peut-être qu'elle ne se fait sur aucune grande question d'intérêt politique ou économique. Les adversaires du gouvernement ont même pas de reproches bien directs à lui adresser, si ce n'est qu'il ne maintient depuis trop longtemps au pouvoir, leur enfant ainsi toute chance de montrer ce dont ils sont capables d'accomplir pour le bien de la province et d'avoir leur part des petits bénéfices qu'entraînerait un changement.

Les libéraux gouvernent, en effet, à Regina depuis l'élection de la province, en 1906, et il est parfaitement légitime pour l'opposition d'aspirer à prendre leur place le plus tôt possible. Un séjour prolongé à la tête des affaires comporte un danger contre lequel bien peu de partis ont su se prémunir. Si honnêtes que soient les chefs, ils ne peuvent résister de tous leurs collaborateurs et exécutifs, ils se dissolvent toujours à leur insu. Il est remarquable que l'histoire administrative qui se succède sous le régime libéral ont réussi à conserver la faveur publique; des scandales se sont produits comme ailleurs, mais les ministres n'ont pas été ébloués.

Bien plus, à une époque où l'Ouest tout entier subissait une poussée irrésistible vers les idées progressistes, les électeurs de la Saskatchewan ne jugèrent pas à propos de renvoyer l'équipe qu'ils avaient à Regina, estimant avec raison que l'équipe ne fait rien à la chose et que leur gouvernement libéral était aussi ferme qu'il était possible de l'être. Et de fait, depuis quatre ans, la province a eu une administration nettement progressiste qui avait sur les autres l'avantage d'être entre les mains d'hommes rompus au métier.

L'axiome électorale bien connu: "In balui non baluit melius qu'unus", va être le grand argument invoqué contre le gouvernement Dunning. Mais les électeurs qui ont compris, en 1921, qu'il y a progressiste et progressiste, savent aussi qu'il y a balai et balai. Renvoyer les chefs sous prétexte qu'ils sont là depuis trop longtemps, c'est bien; mais qui les mettra à leur place? Ni chez les conservateurs ni chez les progressistes, on ne voit des hommes qui s'imposent et permettent d'envisager ce changement d'un cœur léger.

Pour les Franco-Canadiens de la Saskatchewan, une autre considération entre en jeu. Ils ont constamment soutenu le parti libéral qui leur a été sympathique et a résolu d'une façon satisfaisante la question du français à l'école. Ce n'est pas au moment où ils viennent d'obtenir un programme officiel pour l'enseignement de leur langue et la reconnaissance des diplômés d'instituteurs de la province de Québec qu'ils marcheront leur concours au gouvernement Dunning.

La question des langues est aujourd'hui pratiquement exclue de la politique provinciale — il n'y a plus que l'*Orange Sentinel* à l'exploiter de temps en temps — mais le souvenir des luttes qu'elle suscita ne doit pas s'effacer. La nouvelle loi scolaire de 1918, votée sous le cabinet Martin à une époque particulièrement critique, a donné au français en Saskatchewan la position que nous pouvons raisonnablement espérer et le cabinet actuel a continué la même politique.

Nos compatriotes de la province voisine sauront s'en souvenir le 2 juin.

Douglas FREMONT.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

## LE PRÉSIDENT HINDENBURG

### Voilà donc Hindenburg installé au palais de la présidence! L'honneur de la présidence! L'honneur de la présidence! L'honneur de la présidence!

De notre côté, nous sommes très intéressés par la personnalité de Hindenburg. C'est un homme d'une grande valeur. Il a été président de la République allemande pendant plusieurs années. Il a été très respecté par le peuple allemand. Il a été très respecté par le peuple allemand. Il a été très respecté par le peuple allemand.

De notre côté, nous sommes très intéressés par la personnalité de Hindenburg. C'est un homme d'une grande valeur. Il a été président de la République allemande pendant plusieurs années. Il a été très respecté par le peuple allemand. Il a été très respecté par le peuple allemand. Il a été très respecté par le peuple allemand.

De même, dans certaines parties du Canada, on voit des fermes abandonnées, des champs incultes, des villages désertés. C'est la conséquence de la crise agricole. Mais elle n'est pas une catastrophe. Elle est une crise temporaire. Si elle n'est pas résolue, elle sera une catastrophe. Mais elle n'est pas une catastrophe. Elle est une crise temporaire.

Les fermiers de la Saskatchewan ont un programme précis qui préconise certaines réformes plus ou moins radicales, c'est une supériorité sur leurs adversaires des deux autres camps. Une partie de l'électorat a vu de préférence à ceux qui ont quelque chose de bien défini à lui offrir et qui montrent de la persévérance et de l'esprit de suite dans leurs revendications.

La principale caractéristique de la campagne électorale est peut-être qu'elle ne se fait sur aucune grande question d'intérêt politique ou économique. Les adversaires du gouvernement ont même pas de reproches bien directs à lui adresser, si ce n'est qu'il ne maintient depuis trop longtemps au pouvoir, leur enfant ainsi toute chance de montrer ce dont ils sont capables d'accomplir pour le bien de la province et d'avoir leur part des petits bénéfices qu'entraînerait un changement.

Les libéraux gouvernent, en effet, à Regina depuis l'élection de la province, en 1906, et il est parfaitement légitime pour l'opposition d'aspirer à prendre leur place le plus tôt possible. Un séjour prolongé à la tête des affaires comporte un danger contre lequel bien peu de partis ont su se prémunir. Si honnêtes que soient les chefs, ils ne peuvent résister de tous leurs collaborateurs et exécutifs, ils se dissolvent toujours à leur insu. Il est remarquable que l'histoire administrative qui se succède sous le régime libéral ont réussi à conserver la faveur publique; des scandales se sont produits comme ailleurs, mais les ministres n'ont pas été ébloués.

Bien plus, à une époque où l'Ouest tout entier subissait une poussée irrésistible vers les idées progressistes, les électeurs de la Saskatchewan ne jugèrent pas à propos de renvoyer l'équipe qu'ils avaient à Regina, estimant avec raison que l'équipe ne fait rien à la chose et que leur gouvernement libéral était aussi ferme qu'il était possible de l'être. Et de fait, depuis quatre ans, la province a eu une administration nettement progressiste qui avait sur les autres l'avantage d'être entre les mains d'hommes rompus au métier.

L'axiome électorale bien connu: "In balui non baluit melius qu'unus", va être le grand argument invoqué contre le gouvernement Dunning. Mais les électeurs qui ont compris, en 1921, qu'il y a progressiste et progressiste, savent aussi qu'il y a balai et balai. Renvoyer les chefs sous prétexte qu'ils sont là depuis trop longtemps, c'est bien; mais qui les mettra à leur place? Ni chez les conservateurs ni chez les progressistes, on ne voit des hommes qui s'imposent et permettent d'envisager ce changement d'un cœur léger.

Pour les Franco-Canadiens de la Saskatchewan, une autre considération entre en jeu. Ils ont constamment soutenu le parti libéral qui leur a été sympathique et a résolu d'une façon satisfaisante la question du français à l'école. Ce n'est pas au moment où ils viennent d'obtenir un programme officiel pour l'enseignement de leur langue et la reconnaissance des diplômés d'instituteurs de la province de Québec qu'ils marcheront leur concours au gouvernement Dunning.

La question des langues est aujourd'hui pratiquement exclue de la politique provinciale — il n'y a plus que l'*Orange Sentinel* à l'exploiter de temps en temps — mais le souvenir des luttes qu'elle suscita ne doit pas s'effacer. La nouvelle loi scolaire de 1918, votée sous le cabinet Martin à une époque particulièrement critique, a donné au français en Saskatchewan la position que nous pouvons raisonnablement espérer et le cabinet actuel a continué la même politique.

Nos compatriotes de la province voisine sauront s'en souvenir le 2 juin.

Douglas FREMONT.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

## LES ESQUIMAUX ET NOS USAGES

### Il paraît moins coûteux de leur envoyer des missionnaires que des gendarmes

Montreal — Tous les Esquimaux, de l'extrême nord du Groenland jusqu'au bout de l'Alaska, nous abourent de la même race, d'une race indienne du Canada, pratiquement la même race. A quelques différences insignifiantes près, et non pas d'origine ethnique, comme on le croit généralement. Jusqu'à présent, tout ce qu'il y avait de missionnaires, c'était des missionnaires. Mais maintenant, on envoie des gendarmes.

De notre côté, nous sommes très intéressés par la personnalité de Hindenburg. C'est un homme d'une grande valeur. Il a été président de la République allemande pendant plusieurs années. Il a été très respecté par le peuple allemand. Il a été très respecté par le peuple allemand. Il a été très respecté par le peuple allemand.

De même, dans certaines parties du Canada, on voit des fermes abandonnées, des champs incultes, des villages désertés. C'est la conséquence de la crise agricole. Mais elle n'est pas une catastrophe. Elle est une crise temporaire. Si elle n'est pas résolue, elle sera une catastrophe. Mais elle n'est pas une catastrophe. Elle est une crise temporaire.

Les fermiers de la Saskatchewan ont un programme précis qui préconise certaines réformes plus ou moins radicales, c'est une supériorité sur leurs adversaires des deux autres camps. Une partie de l'électorat a vu de préférence à ceux qui ont quelque chose de bien défini à lui offrir et qui montrent de la persévérance et de l'esprit de suite dans leurs revendications.

La principale caractéristique de la campagne électorale est peut-être qu'elle ne se fait sur aucune grande question d'intérêt politique ou économique. Les adversaires du gouvernement ont même pas de reproches bien directs à lui adresser, si ce n'est qu'il ne maintient depuis trop longtemps au pouvoir, leur enfant ainsi toute chance de montrer ce dont ils sont capables d'accomplir pour le bien de la province et d'avoir leur part des petits bénéfices qu'entraînerait un changement.

Les libéraux gouvernent, en effet, à Regina depuis l'élection de la province, en 1906, et il est parfaitement légitime pour l'opposition d'aspirer à prendre leur place le plus tôt possible. Un séjour prolongé à la tête des affaires comporte un danger contre lequel bien peu de partis ont su se prémunir. Si honnêtes que soient les chefs, ils ne peuvent résister de tous leurs collaborateurs et exécutifs, ils se dissolvent toujours à leur insu. Il est remarquable que l'histoire administrative qui se succède sous le régime libéral ont réussi à conserver la faveur publique; des scandales se sont produits comme ailleurs, mais les ministres n'ont pas été ébloués.

Bien plus, à une époque où l'Ouest tout entier subissait une poussée irrésistible vers les idées progressistes, les électeurs de la Saskatchewan ne jugèrent pas à propos de renvoyer l'équipe qu'ils avaient à Regina, estimant avec raison que l'équipe ne fait rien à la chose et que leur gouvernement libéral était aussi ferme qu'il était possible de l'être. Et de fait, depuis quatre ans, la province a eu une administration nettement progressiste qui avait sur les autres l'avantage d'être entre les mains d'hommes rompus au métier.

L'axiome électorale bien connu: "In balui non baluit melius qu'unus", va être le grand argument invoqué contre le gouvernement Dunning. Mais les électeurs qui ont compris, en 1921, qu'il y a progressiste et progressiste, savent aussi qu'il y a balai et balai. Renvoyer les chefs sous prétexte qu'ils sont là depuis trop longtemps, c'est bien; mais qui les mettra à leur place? Ni chez les conservateurs ni chez les progressistes, on ne voit des hommes qui s'imposent et permettent d'envisager ce changement d'un cœur léger.

Pour les Franco-Canadiens de la Saskatchewan, une autre considération entre en jeu. Ils ont constamment soutenu le parti libéral qui leur a été sympathique et a résolu d'une façon satisfaisante la question du français à l'école. Ce n'est pas au moment où ils viennent d'obtenir un programme officiel pour l'enseignement de leur langue et la reconnaissance des diplômés d'instituteurs de la province de Québec qu'ils marcheront leur concours au gouvernement Dunning.

La question des langues est aujourd'hui pratiquement exclue de la politique provinciale — il n'y a plus que l'*Orange Sentinel* à l'exploiter de temps en temps — mais le souvenir des luttes qu'elle suscita ne doit pas s'effacer. La nouvelle loi scolaire de 1918, votée sous le cabinet Martin à une époque particulièrement critique, a donné au français en Saskatchewan la position que nous pouvons raisonnablement espérer et le cabinet actuel a continué la même politique.

Nos compatriotes de la province voisine sauront s'en souvenir le 2 juin.

Douglas FREMONT.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

## LES ESQUIMAUX ET NOS USAGES

### Il paraît moins coûteux de leur envoyer des missionnaires que des gendarmes

Montreal — Tous les Esquimaux, de l'extrême nord du Groenland jusqu'au bout de l'Alaska, nous abourent de la même race, d'une race indienne du Canada, pratiquement la même race. A quelques différences insignifiantes près, et non pas d'origine ethnique, comme on le croit généralement. Jusqu'à présent, tout ce qu'il y avait de missionnaires, c'était des missionnaires. Mais maintenant, on envoie des gendarmes.

De notre côté, nous sommes très intéressés par la personnalité de Hindenburg. C'est un homme d'une grande valeur. Il a été président de la République allemande pendant plusieurs années. Il a été très respecté par le peuple allemand. Il a été très respecté par le peuple allemand. Il a été très respecté par le peuple allemand.

De même, dans certaines parties du Canada, on voit des fermes abandonnées, des champs incultes, des villages désertés. C'est la conséquence de la crise agricole. Mais elle n'est pas une catastrophe. Elle est une crise temporaire. Si elle n'est pas résolue, elle sera une catastrophe. Mais elle n'est pas une catastrophe. Elle est une crise temporaire.

Les fermiers de la Saskatchewan ont un programme précis qui préconise certaines réformes plus ou moins radicales, c'est une supériorité sur leurs adversaires des deux autres camps. Une partie de l'électorat a vu de préférence à ceux qui ont quelque chose de bien défini à lui offrir et qui montrent de la persévérance et de l'esprit de suite dans leurs revendications.

La principale caractéristique de la campagne électorale est peut-être qu'elle ne se fait sur aucune grande question d'intérêt politique ou économique. Les adversaires du gouvernement ont même pas de reproches bien directs à lui adresser, si ce n'est qu'il ne maintient depuis trop longtemps au pouvoir, leur enfant ainsi toute chance de montrer ce dont ils sont capables d'accomplir pour le bien de la province et d'avoir leur part des petits bénéfices qu'entraînerait un changement.

Les libéraux gouvernent, en effet, à Regina depuis l'élection de la province, en 1906, et il est parfaitement légitime pour l'opposition d'aspirer à prendre leur place le plus tôt possible. Un séjour prolongé à la tête des affaires comporte un danger contre lequel bien peu de partis ont su se prémunir. Si honnêtes que soient les chefs, ils ne peuvent résister de tous leurs collaborateurs et exécutifs, ils se dissolvent toujours à leur insu. Il est remarquable que l'histoire administrative qui se succède sous le régime libéral ont réussi à conserver la faveur publique; des scandales se sont produits comme ailleurs, mais les ministres n'ont pas été ébloués.

Bien plus, à une époque où l'Ouest tout entier subissait une poussée irrésistible vers les idées progressistes, les électeurs de la Saskatchewan ne jugèrent pas à propos de renvoyer l'équipe qu'ils avaient à Regina, estimant avec raison que l'équipe ne fait rien à la chose et que leur gouvernement libéral était aussi ferme qu'il était possible de l'être. Et de fait, depuis quatre ans, la province a eu une administration nettement progressiste qui avait sur les autres l'avantage d'être entre les mains d'hommes rompus au métier.

L'axiome électorale bien connu: "In balui non baluit melius qu'unus", va être le grand argument invoqué contre le gouvernement Dunning. Mais les électeurs qui ont compris, en 1921, qu'il y a progressiste et progressiste, savent aussi qu'il y a balai et balai. Renvoyer les chefs sous prétexte qu'ils sont là depuis trop longtemps, c'est bien; mais qui les mettra à leur place? Ni chez les conservateurs ni chez les progressistes, on ne voit des hommes qui s'imposent et permettent d'envisager ce changement d'un cœur léger.

Pour les Franco-Canadiens de la Saskatchewan, une autre considération entre en jeu. Ils ont constamment soutenu le parti libéral qui leur a été sympathique et a résolu d'une façon satisfaisante la question du français à l'école. Ce n'est pas au moment où ils viennent d'obtenir un programme officiel pour l'enseignement de leur langue et la reconnaissance des diplômés d'instituteurs de la province de Québec qu'ils marcheront leur concours au gouvernement Dunning.

La question des langues est aujourd'hui pratiquement exclue de la politique provinciale — il n'y a plus que l'*Orange Sentinel* à l'exploiter de temps en temps — mais le souvenir des luttes qu'elle suscita ne doit pas s'effacer. La nouvelle loi scolaire de 1918, votée sous le cabinet Martin à une époque particulièrement critique, a donné au français en Saskatchewan la position que nous pouvons raisonnablement espérer et le cabinet actuel a continué la même politique.

Nos compatriotes de la province voisine sauront s'en souvenir le 2 juin.

Douglas FREMONT.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

bridge, Anglaise, comme assistant conseil au bureau international du travail à Genève en remplacement de M. P.-E. Garbert, de Montréal, qui retourne à l'enseignement à l'Université McGill.

Ottawa — On annonce la nomination de M. Norman Macdonald, un Canadien, étudiant à l'Université Can-

## LES ESQUIMAUX ET NOS USAGES

### Il paraît moins coûteux de leur envoyer des missionnaires que des gendarmes

Montreal — Tous les Esquimaux, de l'extrême nord du Groenland jusqu'au bout de l'Alaska, nous abourent de la même race, d'une race indienne du Canada, pratiquement la même race. A quelques différences insignifiantes près, et non pas d'origine ethnique, comme on le croit généralement. Jusqu'à présent, tout ce qu'il y avait de missionnaires, c'était des missionnaires. Mais maintenant, on envoie des gendarmes.

De notre côté, nous sommes très intéressés par la personnalité de Hindenburg. C'est un homme d'une grande valeur. Il a été président de la République allemande pendant plusieurs années. Il a été très respecté par le peuple allemand. Il a été très respecté par le peuple allemand. Il a été très respecté par le peuple allemand.

De même, dans certaines parties du Canada, on voit des fermes abandonnées, des champs incultes, des villages désertés. C'est la conséquence de la crise agricole. Mais elle n'est pas une catastrophe. Elle est une crise temporaire. Si elle n'est pas résolue, elle sera une catastrophe. Mais elle n'est pas une catastrophe. Elle est une crise temporaire.

Les fermiers de la Saskatchewan ont un programme précis qui préconise certaines réformes plus ou moins radicales, c'est une supériorité sur leurs adversaires des deux autres camps. Une partie de l'électorat a vu de préférence à ceux qui ont quelque chose de bien défini à lui offrir et qui montrent de la persévérance et de l'esprit de suite dans leurs revendications.

La principale caractéristique de la campagne électorale est peut-être qu'elle ne se fait sur aucune grande question d'intérêt politique ou économique. Les adversaires du gouvernement ont même pas de reproches bien directs à lui adresser, si ce n'est qu'il ne maintient depuis trop longtemps au pouvoir, leur enfant ainsi toute chance de montrer ce dont ils sont capables d'accomplir pour le bien de la province et d'avoir leur part des petits bénéfices qu'entraînerait un changement.

Les libéraux gouvernent, en effet, à Regina depuis l'élection de la province, en 1906, et il est parfaitement légitime pour l'opposition d'aspirer à prendre leur place le plus tôt possible. Un séjour prolongé à la tête des affaires comporte un danger contre lequel bien peu de partis ont su se prémunir. Si honnêtes que soient les chefs, ils ne peuvent résister de tous leurs collaborateurs et exécutifs, ils se dissolvent toujours à leur insu. Il est remarquable que l'histoire administrative qui se succède sous le régime libéral ont réussi à conserver la faveur publique; des scandales se sont produits comme ailleurs, mais les ministres n'ont pas été ébloués.





















